

La Mission d'observation de l'ONU met en doute la validité des élections au Burundi

@rib News, 02/07/2015 â€“ Source AFP Les Nations unies ont mis en doute jeudi la validité des élections législatives et communales de lundi au Burundi, marquées par l'intimidation et les violences, au lendemain d'une nouvelle journée meurtrière à Bujumbura. Selon les premières conclusions de la Mission d'observation électorale de l'ONU, déployée depuis janvier dans le pays, les élections se sont déroulées "dans un environnement qui n'était pas propice à la tenue d'un scrutin libre, crédible et fiable".

La mission souligne qu'elle rejoint en cela "les inquiétudes exprimées par l'Union africaine, la Communauté d'Afrique de l'Est et la Conférence internationale sur la région des Grands lacs". Dans un document accablant de neuf pages, elle détaille violences, intimidations, violations des droits de l'homme et restrictions à la liberté d'expression tout au long de la campagne électorale et jusqu'au jour du scrutin. Elle décrit "un climat de peur et d'intimidation généralisés dans certaines parties du pays" et rappelle que des violences "ont précédé et parfois accompagné le scrutin", notamment à Bujumbura. La capitale burundaise se remettait à peine jeudi matin d'une nouvelle journée de violences au cours de laquelle six personnes au moins ont été tuées par balles dans le quartier de Cibitoke, fief de la contestation contre le président burundais Pierre Nkurunziza. - exâ€“cutions sommaires - La police affirme avoir affronté un "groupe armé" mais des témoins l'ont accusée d'exâ€“cutions sommaires lors d'une opération de ratissage du quartier. Selon le rapport de la Mission d'observation, seuls le parti au pouvoir et ses alliés ont été en mesure de mener campagne dans l'ensemble du pays, les partis d'opposition étant "beaucoup moins visibles". En raison des entraves à la liberté de la presse, "la couverture de la campagne a été essentiellement centrée sur les activités du parti au pouvoir". Le Conseil de sécurité de l'ONU a tenu jeudi matin des consultations à huis clos sur la crise burundaise. Selon l'ambassadeur néo-zélandais Gérard Jacobus van Bohemen, qui vient de prendre la présidence du Conseil, celui-ci est "préoccupé par l'évaluation préliminaire (de la Mission d'observation) selon laquelle les conditions minimales pour des élections libres, transparentes, équitables et crédibles n'étaient pas réunies" au Burundi. Mais il a laissé entendre que le Conseil continuait de s'en remettre, pour traiter cette crise, aux instances régionales comme l'Union africaine et la Communauté d'Afrique de l'Est, qui doit bientôt tenir un sommet. Les 15 pays du Conseil n'ont pour l'instant pas réussi à agir de manière unie en raison des réticences de la Russie et de plusieurs membres africains. Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, qui avait appelé en vain à repousser le scrutin de lundi, a "pris note" des commentaires de la Mission sur son manque de crédibilité, a indiqué son porte-parole. M. Ban a "déploré" les violences à Bujumbura et a demandé aux Burundais de s'exprimer de manière pacifique et aux autorités de faire preuve de retenue". Les résultats des élections législatives et communales étaient toujours attendus jeudi. Malgré la décision de l'opposition de boycotter et les appels internationaux à repousser le scrutin, le président burundais a aussi maintenu la date de la présidentielle, prévue le 15 juillet. Selon un diplomate présent aux consultations du Conseil, le médiateur de l'ONU Abdoulaye Bathily a estimé que le gouvernement burundais "ne souhaite pas participer au dialogue avant les élections et reste déterminé à mettre en oeuvre un calendrier électoral unilatéral".